



Rejetant nos multiples demandes d'annulation, le ministère a choisi de maintenir l'agenda social sur le fond, en tenant ce groupe de travail mettant en oeuvre la loi de transformation de la fonction publique unanimement rejetée en 2019 par les organisations syndicales.

Une loi pour plus d'inégalités dans les rémunérations et les carrières, plus de mobilités contraintes, moins de démocratie sociale.

Or, la crise sanitaire a montré que l'affaiblissement, voire la destruction du service public ont des conséquences mortifères.

« Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » (Emmanuel Macron) et nous ajoutons : en dehors des logiques du marché qui sont l'individualisme, la compétition, la concurrence.

Cette crise n'est pas une parenthèse refermée contrairement à ce que pense ce ministère et ce gouvernement.

Il y a bien une parenthèse qui doit être refermée avec cette crise : la période de destruction systématique des services publics, la logique du profit sans frein.

Les lignes directrices ministérielles de gestion concernant la promotion qui développent l'individualisme, l'arbitraire et donc les discriminations ne sont pas acceptables.

../.. suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger com_fd_29062020.pdf](#) (754.28 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Lignes Directrices de Gestion](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
